Mi-novembre :
Assises « les femmes et le travail »

Et le travail invisible ?

« Les femmes dans le travail, les femmes et le travail ». Thème d'actualité... Mais peut-on se contenter de revendiquer une amélioration des conditions de vie, de promotion dans le travail, une meilleure place dans le monde des hommes ? C'est un peu l'impression que donnait la fin de ces Assises : on dressait à la hâte un impressionant catalogue de revendications quasi syndicales, juxtaposées, et pour la plupart pas nouvelles... Ainsi une rencontre riche en interrogations, en présence (près de huit cents femmes), se trouvait-elle réduite à une ossature disloquée. Pour quoi lutte-t-on ? Pour présenter un tas de revendications afin de mettre le gouvernement PS au pied du mur ? Pour se faire entendre des syndicats ?

Bien sûr, il faut que cela rentre dans notre tactique. Mais l'important, dans une rencontre comme celle-ci, qui était un peu une première, eût été de réfléchir d'abord de façon non « saucissonnée », de poser les problèmes dans leur globalité. Il ne suffirait pas de pallier quelques inégalités, d'abolir des discriminations pour que travailleuses = travailleurs, (d'ailleurs est-ce cela que nous voulons ?). D'abord, il n'y a pas pour nous le travail et le hors-travail : la totalité de notre temps est du temps « contraint ». Et ce n'est pas seulement pour la question matérielle de la double journée à assumer que notre situation dans « le monde du travail » est tout autre et que nous y sommes surexploitées. C'est aussi parce que cela se passe ainsi depuis des temps immémoraux : notre travail entre les quatre murs du foyer, notre rôle premier de mères, fait de nous *toutes* les servantes et les « maternantes » de l'homme. Et malgré les efforts de bon nombre de femmes pour jouer des coudes, « jouer à l'homme », pour arriver, se démerder, concilier, aménager... massivement les femmes, nous restons vouées à occuper une place bien spéciale dans le monde du travail

Bien sûr, tout cela on le sait. Mais justement, de ces idées implicites, on ne s'en sert plus. Beaucoup de femmes avaient envie, à cette rencontre, de creuser ces contraditions dans lesquelles nous nous débattons. Mais la commission qui seule, je crois, a permis de poser les problèmes du rapport au travail dans leur globalité, de s'interroger sur « quelle société nous voulons », celle sur le travail domestique, n'était qu'une commission parmi les autres, alors qu'il aurait fallu que toutes nous réfléchissions dans un premier temps sur ces questions.

Aucune reconnaisance sociale

Le plus apparent dans nos contradictions, c'est la double journée de travail : les efforts désespérés pour concilier, aménager, ou encore nos luttes pour privilégier l'un au détriment de l'autre... toujours avec culpabilité. Le vécu immédiat, irrémédiable. le temps incompressible.

Mais qu'y a-t-il de sous-jacent à tout ce concret ? Le travail domestique, c'est du travail invisible : aucune reconnaissance ni morale ni sociale. Les femmes au foyer sont des « non-êtres » sociaux. Le perfectionnisme que manifestent tant de femmes, l'aspect possessif (faire *ma* vaisselle, *mes* carreaux, il *m*'a fait la rougeole) ne sont que masques de ce vide, essais de se faire reconnaitre.

Et qu'y a-t-il sous cette attitude ? Tout un substrat idéologique : la gratuité du travail, l'amour, l'abnégation. Nous fonctionnons toujours là-dessus, sans arriver à démêler le positif et le négatif de ces dites « valeurs ». Il est

urgent de se pencher sur cet aspect-là, à l'heure où la société « duale » reste à la mode, (même si elle n'a plus l'aval du gouvernement). Par exemple, André Gorz (*Adieux au prolétariat*) chante ce qui peut se recréer en marge de l'économie marchande hautement technicisée (= réservée aux élites bien payées) grâce au goût pour l'artisanat, le chez soi, la vie associative, le sens du bénévolat... et il donne en exemple le travail domestique. Oh il n'emploie guère ce mot-là, mais il chante la fée du logis, que, selon lui, les hommes viendraient aujourd'hui concurrencer, ayant découvert la joie de nettoyer la merde de leur bébé, et de faire monter la mayonnaise... La gratuité étant la valeur suprême, il trouve horribles ces féministes qui évoquent le salaire maternel.

Un salaire maternel ?

Le salaire maternel n'est certes pas à évacuer à cause d'une valeur suprême de la gratuité. Peut-être qu'à très long terme, dans la société communiste idéale, travaillerons-nous *tous* pour autre chose qu'un salaire ? Mais avant d'en arriver là, il faudra être arrivé à une autre transformation, celle qui abolira, ou réduira sacrément, la division sexuelle des rôles. La gratuité pour que les hommes aillent jouer aux boules ou bricoler, les chers anges, pendant que les femmes nettoient leur merde, non merci !

Alors, je pose la question du salaire maternel par rapport à deux axes précis : reconnaissance du travail des femmes, et suppression de la division des rôles. Le premier aspect jouerait plutôt en faveur du salaire maternel, et tactiquement cela pourrait se défendre à court terme. On a donné l'exemple assez cocasse de femmes des USA qui vont faire le ménage les unes chez les autres contre salaire. Démonstration provocante à usage des maris (plus une bonne dose de volontarisme) : bref, un effet de révélateur qui ne dépasse guère certains milieux. Ce qui fait plus problème, c'est la situation intolérable que vivent de fait tant de femmes pour qui la division des rôles existera jusqu'à la mort : mères de familles nombreuses, vissées dans une position d'esclave, sans aucune possibilité de jamais émerger, sans couverture sociale. Mais une chose serait de reconnaître à ces femmes le droit à la S.S., à un revenu personnel garanti, à une retraite, etc., autre chose serait d'instituer un salaire maternel qui ne ferait que perpétuer la division des rôles.

Cependant reconnaissance sociale par un salaire et abolition de la division sexuelle des rôles ne sont pas si contradictoires qu'il semble : un travail-domestique payé, reconnu, valorisé, cela n'inciterait-il pas les hommes à le dédaigner un peu moins ? Mais encore tout cela n'est que tactique, vis-à-vis d'eux. Le problème est plutôt à poser par rapport à nous : quelle reconnaissance sociale visons-nous ? Et quel statut voulons-nous donner à la sphère du privé ?

Doit-on viser à ce que la « reproduction de la force de travail » soit aux frais des patrons, de l'Etat, de la société, c'est-à-dire de tout un chacun, mais de façon vague, anonyme ? Préférons-nous continuer le système actuel, qui fait que tant de femmes dépendent du salaire du mari, et mener nos luttes dans ce cadre-là ? Toute la question du rapport entre l'individu et la société est là. Je demeure hostile au salaire maternel à cause de l'enfermement dans le rôle qu'il ne manquera pas de renforcer, mais la question demande un vrai débat que les féministes en France n'ont jamais mené réellement. En attendant, la Caisse d'Allocations Familiales fait des études sur le sujet. Qui décidera pour nous ?

Equipement collectifs : la panacée ?

Passons donc à cette panacée que sont les équipements collectifs, On sait que les crèches, ce n'est pas le pied, on les critique (beaucoup s'arrangent pour faire garder leurs enfants autrement), mais on en veut davantage, et « de qualité ». On réclame aussi qu'elles soient ouvertes tard, (voire 24 h sur 24..., oubliant allègrement les conditons de travail du personnel, et aussi ce que cela signifie pour les enfants). mais il faudrait réfléchir sur la contradiction de base : créer des enfants, c'est un acte personnel, ce sont nos enfants, notre chair, avec tous les excès que l'on sait. Et apparemment, c'est ce statut privé que la société octroie à la maternité... même si en réalité il en va tout autrement. Mais nous ? Nous qui voulons les pousser au monde, en faire des êtres socialisés, et qui pourtant ne voulons pas de la main-mise déformante de la société ? La meilleure solution, plutôt que de réclamer une toujours plus grande prise en charge de l'Etat, ne serait-elle pas plutôt la possibilité de crèches démultipliées, crèches d'immeubles, crèches parallèles ? Qui a dit que la qualité, ce sont les puéricultrices diplômées et les toubibs ? L'idéal, ne serait-ce pas des locaux pour tous dans les groupes d'immeubles, avec des équipements collectifs de toute sorte, dont les crèches, avec peu ou pas de personnel spécialisé, mais les parents à tour de rôle, par demie-journée, voire d'autres personnes que les parents ?

Cela impliquerait comme mot d'ordre essentiel une réduction importante du temps de travail *pour tous*. Je rejoins Gorz ? Non, car si je suis contre la division des rôles hommes/femmes, je le suis tout autant contre celles d'une société duale.

Mais il n'est pas vain de rappeler que pour les femmes l'essentiel est une réduction du temps de travail *pour tous*, quand on sait que certains aujourd'hui sont prêts à brader cette revendication sous prétexte que les conditions de travail en pâtiraient. La réduction du temps de travail ne serait bien sûr valable qu'à condition que l'on se batte dans le même temps : 1) pour qu'elle ne soit pas compensée par une aggravation des cadences : 2) pour qu'à la maison et dans les tâches collectives, hommes et femmes soient à égalité.

En attendant, on pourrait au moins exiger que les congés parentaux post-natal et pour maladie soient, dans les faits, accordés aux hommes comme aux femmes, avec des mesures incitatoires très volontaristes pour que les hommes les assument réellement.

Privé et social

D'où la troisième question : le partage des tâches... Certaines ont évoqué à cette occasion le « pouvoir » que prenaient les nouveaux pères. Il ne faut pas confondre ce qui est une formidable offensive idéologique menée par des psychanalystes, la presse et quelques associations de pères, et la façon dont ça peut se passer concrètement. Partage des tâches n'est pas partage d'un pouvoir. Je n'ai jamais pensé que laver la vaisselle ou torcher le gosse soit un pouvoir.

Mais là encore, il y a à réfléchir ensemble. De fait, à force de vigilance, de négociations parfois (pourtant ce mot m'a fait frémir : qui arrive à tirer un trait d'égalité entre le « oui patron » « oui chéri » ?), à force de volonté de faire pencher la bascule dans l'autre sens, les choses pouraient devenir davantage égalitaires. Et la lutte n° 1 pour moi, c'est bien l'éducation des filles et garçons. Mais combien de femmes déchantent ? L'égalité est mise à mal lorsque l'enfant paraît. Grossesse et allaitement au sein créent par la force une division de rôles, des attitudes, des sentiments, qui marquent la suite. Comment se fait le passage, le relais, non seulement au père, mais aux autres ?

Car, en fin de compte, le partage des tâches amène d'autres questions plus fondamentales. S'agit-il de conserver le noyau familial ? Qu'en est-il du partage des tâches pour la mère célibataire, divorcée, etc. ? Affluent toutes les questions du rapport entre l'individu et la société, entre le privé et le social. Pas étonnant, puisque les femmes, auparavant confinées dans le privé, sont aujourd'hui projetées dans le social. Avec un autre regard. Un projet de société bien différent.

Francine COMTE